

Le conflit entre la communauté catholique de Thai Hà et les autorités civiles de Hanoï

Chronologie

Deux affaires sont au cœur de ce conflit où l'on a vu, sans doute pour la première fois dans l'histoire de la République démocratique puis socialiste du Vietnam, des citoyens aux mains nues défier pacifiquement l'arbitraire du pouvoir. La première a débuté le 13 décembre dernier avec une lettre de l'archevêque de Hanoi invitant son diocèse à prier pour la restitution de l'ancienne délégation apostolique accaparée par le gouvernement après l'expulsion du délégué apostolique en 1959. Cette lettre allait déclencher, le 18 décembre 2007, la première d'une longue série de manifestations de prière. La seconde affaire éclatait un peu plus tard dans la paroisse de Thai Hà tenue par les rédemptoristes. Une grande partie du terrain paroissial acquis par les religieux canadiens lors de leur arrivée à Hanoi en 1928, avait été accaparée par l'État à partir de 1959. Dans la soirée du 5 janvier, les fidèles s'aperçurent qu'une entreprise patronnée par l'État entamait des travaux sur une parcelle du terrain en question. Dans la soirée du lendemain, après la messe, plus de 2000 fidèles s'avançaient en procession et venaient prier sur les lieux des travaux, pourtant protégés par de nombreux policiers. Là aussi, c'était le commencement d'une longue suite d'assemblées de prière, ininterrompue jusqu'à ces jours derniers.

Un premier dossier paru dans Vietnam infos de février 2008, a couvert ce double conflit jusqu'à la fin janvier 2008, date à laquelle, à la suite d'une lettre du secrétaire l'État du Vatican et de promesses gouvernementales, l'archevêque faisait retirer la croix plantée dans la cour de la délégation apostolique et mettait un terme aux manifestations de prière. Six mois et demi se passèrent sans événement majeur. Le conflit éclatait à nouveau au milieu du mois d'août.

15 août 2008. Dans la paroisse de Thai Hà, les manifestations de prière n'ont jamais cessé depuis le mois de janvier. Mais le jour de l'Assomption, elles vont prendre un tour nouveau. Les paroissiens ouvrent un passage dans le mur de clôture vers l'intérieur du terrain contesté et y apportent en procession une grande croix et une statue de la Vierge. Les fidèles viennent participer aux prières de plus en plus nombreux. A partir du 19 août, la presse officielle livre à ses lecteurs une version tout à fait partielle des événements.

22 août 2008. L'archevêque de Hanoï, Mgr Joseph Ngô Quang Kiêt, en voyage aux États-Unis, écrit une lettre où il exprime sa « *communion profonde* » avec le mouvement de prière de Thai Hà. Ce même jour, quelques prêtres de Thai Hà rencontrent les autorités civiles de l'arrondissement... sans résultat. Le surlendemain, une lettre du supérieur provincial des

rédemptoristes au Vietnam rappelle les faits et encourage ses confrères ainsi que les catholiques du Vietnam à se montrer solidaires du mouvement de Thai Hà.

28 août 2008_La veille, la police a lancé des poursuites judiciaires contre des fidèles de la paroisse. Dans la matinée du 28, quatre d'entre eux sont arrêtés. Dans l'après-midi, quelque 500 catholiques se rassemblent au siège de la police, pour réclamer leur libération. Ils sont dispersés avec une extrême brutalité par les forces de police amenées en renfort. On compte plusieurs blessés.

31 août 2008_Des gaz à effet irritant ont été déversés sur la foule, particulièrement nombreuse (3000 personnes), venue ce soir-là participer à l'assemblée quotidienne autour de la Vierge, sur le terrain accaparé et transformé en lieu de culte. L'archevêque de Hanoï, encore aux États-Unis, proteste vigoureusement contre les brutalités de la police dans une interview diffusée par Vietcatholic news.

3 septembre 2008_ Dans une nouvelle interview, l'archevêque de Hanoï s'engage à nouveau, réclame le dialogue et demande au gouvernement de prendre des initiatives nouvelles. L'ensemble du clergé de Hanoi exprime son soutien public à la paroisse de Thai Hà. Le 6 septembre, deux évêques du Nord président la messe à laquelle participent plus de 6000 fidèles venus de nombreux diocèses. Le 7 septembre, le chef de la police de Hanoï, le général Nguyễn Duc Nhanh, rencontre des paroissiens «fantoques».. Les déclarations de ces derniers sont évidemment favorables au pouvoir et sont diffusées par la presse officielle.

10 septembre 2008_ L'avant-veille, les plus hauts responsables de la police, dans une réunion, avaient décidé de durcir la répression. Le journal Dân Tri annonce, le 10 septembre, l'inculpation et l'arrestation de quatre nouveaux fidèles de la paroisse de Thai Hà. L'affluence continue de grandir sur le sanctuaire marial installé depuis le 15 août. Les délégations paroissiales se succèdent. Tous les évêques du Nord, les uns après les autres, sont venus célébrer l'eucharistie et apporter leur soutien à la paroisse. Le cardinal archevêque de Ho Chi minh - Ville, Mgr Pham minh Mân, invite ses fidèles à s'unir aux prières des catholiques du Nord. L'archevêque de Hanoï, réitère son soutien au mouvement, dans plusieurs interviews à des agences de presse et des radios étrangères.

19 septembre 2008. Tôt dans la matinée, les forces de police investissent l'ancienne délégation apostolique où les manifestations de prière avaient repris depuis quelques jours. Des bulldozers et des excavatrices sont introduits sur les lieux. Les agents de la sécurité, accompagnés de chiens policiers, établissent un barrage qui interdit tout accès à l'archevêché et au couvent des Amantes de la croix. La foule des fidèles reste impuissante. L'archevêché exprime ses vigoureuses protestations dans un communiqué et dans

une « requête urgente ». On apprend que les travaux sont destinés à transformer la propriété en jardin public. Une croix et une statue de la Pietà restent sur place. Dans les jours qui viennent, malgré les barrages, les fidèles continuent de venir de tous les diocèses du Nord prier tout autour du cordon de police. L'archevêque va rendre visite aux familles des prisonniers.

20 septembre 2008 Dans l'après-midi, l'archevêque de Hanoï et quelques-uns de ses prêtres sont convoqués au siège du comité populaire de Hanoï. L'archevêque prend la parole et expose franchement ses vues sur l'affaire. Entre autres choses, il affirme que la liberté de religion n'est pas une faveur mais un droit. Il confie que, lors de ses voyages à l'étranger, il souffre quelquefois de voir que la nationalité vietnamienne n'est pas considérée à sa juste valeur. Cette phrase va être déformée et reprise à multiples reprises par les autorités et les médias officiels pour calomnier l'archevêque.

21 septembre 2008. Dans la soirée, une troupe composée de membres d'associations communistes et de voyous, visiblement ivres, envahissent la paroisse de Thai Ha, saccagent les lieux et molestent les fidèles qui se dispersent. Ils hurlent des menaces de mort contre les religieux et l'archevêque. Tout se passe sous l'œil complaisant de la police.

25 septembre 2008. Dans la matinée, la police répète sur la paroisse de Thai Ha l'opération menée le 19 septembre contre la Délégation apostolique. Les travaux de terrassement commencent immédiatement. Le terrain contesté transformé en sanctuaire marial par les fidèles, est destiné à devenir un jardin public. Dans l'après-midi, des centaines de policiers, accompagnés d'une foule de milliers de membres de diverses associations, ont pénétré à grand fracas dans la cour de la délégation apostolique et arraché la croix et la statue de la Pietà encore sur place et les ont transportés vers une destination inconnue.

A l'issue de leur réunion annuelle, les évêques du Vietnam envoient une réponse sèche au Comité populaire de Hanoï qui demande des sanctions contre l'archevêque de Hanoi et certains prêtres. Ceux-ci n'ont commis aucun délit justifiable d'une sanction ecclésiastique, répondent les évêques. Un deuxième document intitulé «point de vue sur la situation actuelle» calme le jeu tout en dénonçant l'absence du droit de propriété privée, et le peu de respect manifesté par les autorités et la presse officielle à l'égard de certaines valeurs morales.

1^{er} octobre 2008 Une délégation de la Conférence épiscopale rencontre le premier ministre. À l'issue de la rencontre, des comptes-rendus officiels portent de graves accusations contre l'archevêque de Hanoï. Dans leur lettre aux fidèles, les évêques soulignent la franchise du ton adopté par les deux parties.

15 octobre 2008 Après une pause de quelques jours, le président du Comité populaire de Hanoï relance la

campagne contre l'archevêque de Hanoï. Devant un parterre de diplomates étrangers, il déclare que Mgr Kiêt ne jouirait plus de la confiance nécessaire pour rester à son poste et propose son changement. Cet exposé est repris le lendemain par les principaux organes de la presse officielle. L'archevêque ne réagit pas publiquement. Dans une lettre annonçant à son diocèse la nomination d'un évêque auxiliaire, il n'évoque pas ces attaques, encourage les fidèles à retrouver leur calme et à prier pour que «tous sachent, d'un cœur sincère, chercher et rencontrer la vérité, la justice et l'intérêt à long terme de la communauté nationale».

20 octobre de 2008. Durant tout le conflit, huit fidèles de la paroisse de Thai Ha ont été inculpés pour «destruction de biens» et «troubles à l'ordre public». Deux d'entre eux sont encore internés. Les six autres sont chez eux à la disposition de la police. Le 20 octobre, la police leur a annoncé que l'instruction de leur cas était achevée. Les résultats sont transmis au Parquet populaire. Celui-ci, dans l'acte d'accusation qu'il a fait parvenir au tribunal populaire, n'a retenu que le chef d'accusation : «troubles à l'ordre public». Cependant, dès avant le procès, le tribunal populaire a estimé que l'accusation n'était pas suffisante et a renvoyé le dossier pour supplément d'enquête.

Récemment, un membre de la hiérarchie vietnamienne faisait remarquer que, depuis le début, ce mouvement a été essentiellement populaire. Ce sont les fidèles qui ont poussé le clergé et les évêques à s'y engager.

J.L

Attention, chien méchant !

[NDLR – Le texte qui suit a paru en vietnamien, le 24 octobre 2008, sur le site Vietcatholic News sous la signature de Song Hà. Il permet de parcourir les diverses étapes du conflit en cours entre les catholiques de Hanoï et les autorités de la ville, sous un éclairage spécial, à savoir les méthodes peu recommandables utilisées par les responsables communistes pour réduire leurs adversaires. La traduction en français est de « Vietnam infos »).

Grâce aux affaires de Thai Ha et de l'Archevêché de Hanoï, les fidèles et le clergé ont acquis une expérience unique surtout lors de leurs séances de travail (1) avec les fonctionnaires et les diverses autorités communistes. Généralement les prêtres, à cause de leur esprit sans détour, de la charité et du respect de soi-même qui les animent, pensent que tous les hommes leur ressemblent et sont dignes de confiance, en particulier les fonctionnaires du gouvernement.

L'archevêque Joseph Ngô Quang Kiêt est tombé dans le piège tendu par les autorités lorsque celles-ci lui ont promis que s'il retirait la croix de la cour de l'ancienne Délégation apostolique et appelait les fidèles à se retirer, elles organiseraient la restitution de la délégation sans

que personne ne perde la face. Certains affirment également qu'après la visite du Premier ministre à l'archevêché au début des manifestations de prière, un cadre de haut rang serait venu voir l'archevêque et lui aurait juré que la restitution aurait lieu. L'archevêque a pensé alors que ces hautes personnalités cultivaient, elles aussi, le respect de soi et honoraient leur parole d'homme et à plus forte raison, de fonctionnaire d'État. L'archevêque se trompait. Les cadres communistes ne sont pas des hommes ordinaires !

Sept mois ne s'étaient pas encore écoulés depuis ces promesses que des jardins publics étaient installés sur les terrains réclamés. L'opération débuta pendant la nuit, dans la précipitation. Tout ce qui pouvait faire obstacle aux travaux fut détruit sans ménagement. Les travaux étaient protégés par les forces de la Sûreté accompagnées de chiens policiers. Un barrage policier fut établi, bloquant l'accès à l'archevêché et au couvent des Amantes de la croix, empêchant les écoliers de rejoindre leurs écoles. Telle fut la réponse concrète des autorités aux demandes des catholiques en contradiction délibérée avec les promesses faites.

Mais les choses n'en resteront pas là. Le 20 septembre 2008, l'archevêque était invité cérémonieusement au siège du Comité populaire de Ha Noi. Dans son intervention, Mgr Kiêt a exposé, entre autres choses, ses sentiments à l'égard de son pays et des autorités, avec une totale franchise. On aurait pu penser que personne n'oserait déformer ses propos. Mais, une fois de plus, la population a pu constater le cynisme éhonté dont font preuve les cadres communistes lorsque nous perdons notre vigilance. Ces propos sincères émanant d'une personne aimant son pays ont été déformés sans honte et sans remords de conscience de façon à faire apparaître l'archevêque comme un criminel. L'archevêque s'était encore trompé en pensant que ses interlocuteurs étaient aussi des hommes !

Des lettres de protestation de l'archevêché furent envoyées à la presse. Deux prêtres de l'archevêché furent invités à se présenter au bureau de la rédaction du journal « Sécurité de la capitale » (An Ninh Thu Đô). On se contenta de leur répondre que l'article incriminé venait des autorités supérieures et qu'on leur en fournirait des preuves. La rencontre s'acheva sans aucun procès-verbal.

Dans les interviews réalisées par la presse ou la télévision, beaucoup de personnes manquant de vigilance ont vu leurs propos tronqués, ou se sont vus attribuer des propos calomnieux destinés à salir des innocents. Ces personnes n'ont eu aucun moyen de se défendre et ne savent à qui recourir.

Certaines histoires qui paraissaient tout à fait ordinaires sont devenues tout autres à travers le prisme grossissant de la télévision. Les prises de vue sont trafiquées sans scrupules grâce à un savoir-faire peu soucieux de morale et à la grande habileté des techniciens, une habileté qui s'exerce aux dépens de

victimes innocentes. Ceci a été dénoncé dans les protestations de prêtres, de laïcs de certaines paroisses qui ont mis à nu le vrai visage des médias de l'État. Il en a été aussi parlé dans la lettre de Mgr Vu Huy Chuong .

Des catholiques de Thai Ha ont été frappés dans la rue, sous les yeux des habitants du quartier et des passants. Cependant, le lendemain, les autorités de Hanoi démentaient les faits formellement.

Dans l'affaire des gaz lacrymogènes jetés sur la foule en prière, les autorités gouvernementales parmi lesquelles M. Nguyen Duc Nhanh, le plus haut représentant de l'organe chargé de faire respecter la loi dans la capitale, ont, sans scrupule, nié les faits. Même des actions menées par les prêtres rédemptoristes pour rétablir l'ordre ont été présentées comme des incitations à la révolte adressées aux paroissiens.

Lorsque les preuves de cette désinformation lui ont été transmises grâce à des films et à des photos, l'ensemble des médias a gardé le silence. Les laïcs de Thai Ha ont demandé une confrontation avec les fonctionnaires compétents. Le général Nguyen Duc Nhanh est venu dans l'arrondissement de Dong Da et a refusé cette confrontation. Cependant, plus tard, il a invité pour écouter leurs revendications des catholiques ayant abandonné la paroisse pour se mettre au service du pouvoir. Parmi eux il y avait le vice-président du Comité d'union des catholiques patriotes. Ce même personnage avait également répondu à une interview télévisée. Il était sur la liste des invités à l'inauguration du jardin public... Ce sont les propos hypocrites de ce genre de personnes que le général a recueillis.

Lors de leur rencontre avec le Comité populaire de l'arrondissement de Dong Da, les prêtres rédemptoristes ont demandé avec insistance l'établissement d'un procès-verbal. Le père Vu Khoi Phung a dû approcher un micro de la bouche du vice-président du Comité populaire pour enregistrer sa déclaration, selon laquelle ce jour-là, il n'y aurait ni procès-verbal, ni engagement. C'est pour cela que les médias au service du pouvoir n'ont diffusé aucune photo du père Phung pendant cet entretien. Par contre, les rencontres du général Nguyễn Duc Nhanh ont été enregistrées et filmées, Les séances de travail avec le Comité populaire de Hanoi ont été elles aussi enregistrées et filmées.

C'est d'ailleurs grâce à ces photos et ces enregistrements sonores que l'archevêque, Mgr Kiêt, est aujourd'hui considéré comme un héros par l'ensemble de la population vietnamienne, qui a perdu toute confiance dans les comptes-rendus des médias officiels concernant les séances de travail.

Trop honnêtes, les catholiques hésitent à penser que l'on utilisera contre eux des procédés machiavéliques sans aucune référence aux exigences de la conscience humaine. Mais, de la part des cadres

et des autorités communistes, on peut s'attendre à tout...

Ainsi, les membres de la hiérarchie, les prêtres, les laïcs et, en général, la population tout entière devraient tirer de cette récente expérience une leçon : lors de leur rencontre avec des cadres et des autorités, ils doivent faire preuve d'une vigilance de tous les instants. Un laïc, tout à fait au courant de l'ensemble des événements récents, a proposé que quiconque était appelé à entrer en contact avec un cadre, emporte avec lui un petit écriteau avec cette inscription : « Attention ! Chien méchant... », ce qui lui permettrait de rester lucide tout au long de l'entretien. Celui-ci devra se dérouler dans la clarté, avec des pièces documentaires sans ambiguïté. Un procès-verbal exhaustif devra être établi afin d'éviter toute surprise.

Dans l'histoire de l'Eglise de ces dernières années, sous le pouvoir communiste, nombreux sont les membres du clergé qui se sont laissés prendre au jeu, surtout lorsque les cadres communistes semblaient fraterniser avec eux. Attention ! Beaucoup en gardent encore un goût amer. Ils ne sont pas rares ceux qui ont été obligés de garder le silence et de se mettre au service des communistes.

Cette leçon est loin d'être nouvelle. Mais elle garde toute son actualité. Aucun fidèle, aucun religieux, personne ne devrait l'oublier : « Attention ! Chien méchant ! ».



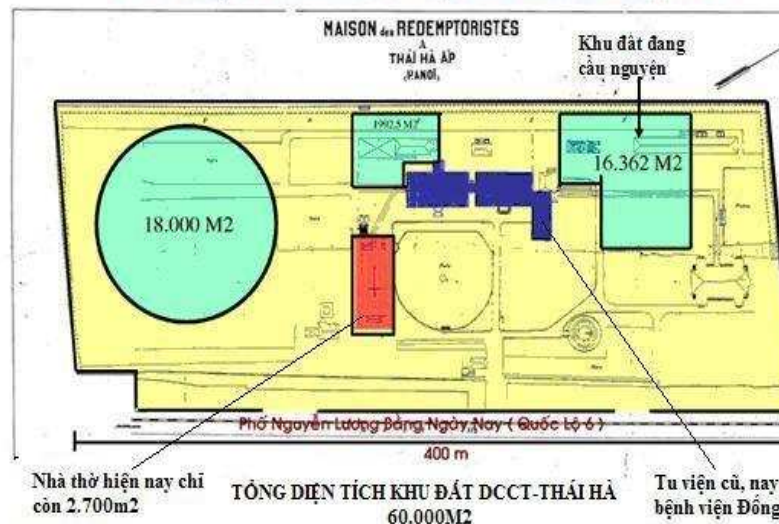
Traduction VNinfos

- (1) - Le terme « séance de travail » traduit littéralement du vietnamien désigne toute rencontre d'un quelconque citoyen avec les autorités, que ce soit un interrogatoire ou tout autre entretien.



Après une courte séance de travail de rue

DIỆN TÍCH ĐẤT ĐAI DCCT - HN QUÁ KHỨ VÀ HIỆN TẠI



Il reste aux Rédemptoristes 2 700 m2 sur un total de 60 000m2 qui leur appartenait.